Nations Unies A/56/840

Assemblée générale

Distr. générale
27 février 2002
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session
Point 137 de l'ordre du jour
Financement de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée

Rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée pour la période du 31 juillet 2000 au 30 juin 2001

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent document contient le rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée pour la période du 31 juillet 2000 au 30 juin 2001. L'Assemblée générale, par ses résolutions 55/237 du 23 décembre 2000 et 55/252 A du 12 avril 2001, a ouvert un crédit d'un montant total brut de 189 190 200 dollars (montant net : 186 608 500 dollars) pour la période.

Les dépenses au cours de cette période se sont élevées à un montant total brut de 164 106 000 dollars (montant net : 162 204 000 dollars), ce qui laisse un solde inutilisé d'un montant brut de 25 084 200 dollars (montant net : 24 404 500 dollars).

Le solde inutilisé est essentiellement imputable au retard dans le déploiement du personnel international, qui s'est traduit par des coûts effectifs de personnel civil et militaire inférieurs aux prévisions ainsi qu'à des dépenses moindres au titre des opérations et autres programmes.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au titre du financement de la Mission sont énoncées au paragraphe 16 du présent rapport.

02-26631 (F) 260302 260302

Table des matières

		Paragraphes	Page
I.	Introduction	1–4	3
II.	Exécution du budget	5–11	3
III.	Exécution du budget pour la période du 31 juillet 2000 au 30 juin 2001	12	5
IV.	Application de l'article IV du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies	13–15	6
V.	Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre à sa cinquante-sixième session	16	7
Annexes			
I.	Exécution du budget pour la période du 31 juillet 2000 au 30 juin 2001 : tableau récapitulatif		8
II.	Renseignements complémentaires sur les principaux écarts		10
III.	Déploiement prévu et déploiement effectif du personnel militaire et du personnel civil pour la période du 31 juillet 2000 au 30 juin 2001		19
IV.	Montants répartis et dépenses pour la période du 31 juillet 2000 au 30 juin 2001		21

I. Introduction

1. Par sa résolution 1312 (2000) du 31 juillet 2000, le Conseil de sécurité a créé la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE) pour une période initiale de six mois. Par la suite, le Conseil a prorogé ce mandat par des résolutions ultérieures, dont la dernière en date, la résolution 1369 (2001) du 14 septembre 2001, a prorogé ledit mandat jusqu'au 15 mars 2002.

2. Les prévisions budgétaires initiales relatives à la création et au fonctionnement de la MINUEE, telles qu'elles figurent dans le rapport du Secrétaire général en date du 4 décembre 2000 (A/55/666), se chiffraient à un montant brut de 199 075 800 dollars (montant net : 196 313 700 dollars). Ce total incluait le montant brut de 50 millions de dollars (montant net : 49 715 100 dollars) que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) avait donné l'autorisation d'engager pour couvrir les frais de démarrage et les dépenses initiales de la Mission ainsi que les dépenses afférentes à l'envoi dans la région d'équipes de reconnaissance et de liaison du 1er au 31 juillet 2001. Les montants prévus devaient permettre de financer le déploiement de 3 980 membres des contingents, dont un maximum de 220 observateurs militaires, et de personnel civil d'appui dont les effectifs devaient au total s'élever à 619 personnes (282 recrutées sur le plan international (119 administrateurs, 42 agents des services généraux et 121 agents du Service mobile), 322 sur le plan local et 15 Volontaires des Nations Unies).

3. Par la suite, le CCQAB a recommandé, dans un rapport daté du 13 décembre 2001 (A/55/688), qu'il soit procédé à un réexamen détaillé de ces prévisions initiales durant l'hiver 2001. Le déploiement de personnel civil et militaire ayant pris du retard, les prévisions budgétaires qui, à l'époque, avaient été présentées ont été revues à la baisse et ramenées à un montant brut de 190 699 200 dollars (montant net : 188 202 600 dollars).

4. Comme le lui recommande le CCQAB, dans son rapport en date du 2 mars 2001 (A55/688/Add.1, par. 44), l'Assemblée générale, par sa résolution 55/252 A du 12 avril 2001, a ouvert, pour financer le fonctionnement de la Mission du 31 juillet 2000 au 30 juin 2001, un crédit d'un montant brut de 180 millions de dollars (montant net : 177 866 900 dollars), comprenant le montant brut de 150 millions de dollars (montant net : 148 220 200 dollars), qu'elle avait autorisé par sa résolution 55/237 du 23 décembre 2000, par laquelle elle avait aussi ouvert un crédit supplémentaire d'un montant brut de 9 190 200 dollars (montant net : 8 741 600 dollars) au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, pour la même période que celle dont il est fait mention plus haut.

II. Exécution du budget

5. On trouvera dans les rapports datés respectivement du 9 août 2000 (S/2000/785), du 18 septembre 2000 (S/2000/879), du 12 janvier 2001 (S/2001/45), du 7 mars 2001 (S/2001/202) et du 19 juin 2001 (S/2001/608) des informations concernant les opérations de la MINUEE et la situation sur le terrain durant la période à l'examen.

6. Durant la période à l'examen, le montant de l'indemnité de subsistance (missions) en Érythrée a été ramené de 95 à 80 dollars, à compter du 1er mai 2001. Cette baisse conjuguée à un pourcentage moyen de postes vacants de 35 % s'est

traduite par une réduction de 1 141 300 dollars des dépenses afférentes aux observateurs militaires. De la même façon, on a enregistré une diminution de 723 600 dollars des dépenses au titre de la catégorie du personnel international pour laquelle, pendant toute la période considérée, le pourcentage moyen de postes vacants a été de 39 %.

7. Le retard pris dans le déploiement du personnel militaire, de même que les négociations en cours relatives à un mémorandum d'accord, et le temps consacré à la préparation des États fournisseurs de contingents se sont traduits par une réduction de 3 950 500 dollars des dépenses afférentes aux contingents militaires, catégorie où le pourcentage moyen de postes vacants était de 53 %. Ces réductions ont porté sur les catégories de dépenses suivantes : remboursement aux gouvernements aux coûts standard, détente et loisirs, rations, indemnité journalière, indemnité d'habillement et d'équipement, déploiement et relève, etc. On a aussi enregistré une diminution de 4 113 000 dollars des dépenses au titre du personnel international et local qui a été déployé avec retard et pour lequel le taux moyen de postes vacants s'est élevé à 52 %.

8. La suppression de la prime de risque à Asmara, suppression qui a pris effet le 1er décembre 2000, le pourcentage de postes vacants dans la catégorie du personnel international et local et la politique qui a consisté à placer pendant en moyenne trois mois le personnel local nouvellement recruté sous contrat de services spéciaux ont permis une réduction de 2 618 800 dollars des dépenses communes de personnel.

9. La baisse de 1 471 000 dollars des dépenses opérationnelles au titre des opérations de transport est essentiellement imputable à la sous-traitance des grosses réparations de véhicules; les économies de 3 195 800 dollars réalisées au titre des opérations aériennes s'expliquent par le fait que le nombre d'heures de vol a été inférieur à ce qui avait été prévu; tandis que la réduction de 2 653 600 dollars des dépenses au titre du matériel de communication tient au fait que la MINUEE n'a pas acheté de système de localisation et de suivi des mobiles (système de localisation de véhicules) et de système cellulaire monostation. Par ailleurs, les économies de 1 337 800 dollars réalisées au titre des fournitures et services sont la conséquence des retards pris dans le démarrage de la Mission et la mise en place des locaux qui ont entraîné une baisse par rapport à ce qui avait été prévu au budget des dépenses afférentes aux services contractuels.

10. En l'absence de zone de sécurité temporaire, les personnes déplacées de l'intérieur n'ont pas pu regagner leurs villes et villages. En conséquence, les organisations non gouvernementales (ONG) et les organismes de l'ONU n'ont pas pu avoir accès aux régions concernées pour identifier des projets susceptibles de faciliter le retour de ces personnes. Il en est résulté des économies imputables aux retards pris dans la mise en place et l'évaluation de ces projets à impact rapide.

11. Durant la période considérée, la MINUEE a alloué, comme l'indique le tableau 1 ci-après, une somme de 2 796 800 dollars au financement des mesures prises pour assurer la sécurité du personnel.

Tableau 1
Dépenses afférentes à la sécurité du personnel
(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	*Montants*
Sécurité du personnel	153,6
Aménagement et rénovation des locaux	2,3
Véhicules de protection	2 301,1
Opérations aériennes	49,5
Matériel divers	112,5
Fournitures et services	177,8
Total	**2 796,8**

III. Exécution du budget pour la période du 31 juillet 2000 au 30 juin 2001

12. Comme l'indique le tableau 2 ci-dessous, sur le crédit d'un montant total brut de 189 190 200 dollars (montant net : 186 608 500 dollars) ouvert pour la période du 31 juillet 2000 au 30 juin 2001, les dépenses se sont élevées à 164 106 000 dollars en chiffres bruts (montant net : 162 204 000 dollars), dont 94 597 000 dollars au titre d'engagements non réglés. Le solde inutilisé d'un montant brut de 25 084 200 dollars (montant net : 24 404 500 dollars) correspond, en chiffres bruts, à environ 13 % du crédit ouvert. On trouvera, à l'annexe I du présent rapport des informations concernant l'exécution du budget de la période considérée, classées par grande rubrique budgétaire, tandis que des renseignements complémentaires sur les principaux écarts figurent dans l'annexe II. Un graphique indiquant les montants répartis et les dépenses, classés par grande catégorie budgétaire, est présenté à l'annexe V.

Tableau 2
Montants répartis et dépenses
(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	*Montants répartis*	*Dépenses*[a]	*Écart*
Personnel militaire	64 188,5	58 852,8	5 335,7
Personnel civil	16 689,5	12 429,1	4 260,4
Dépenses opérationnelles	94 707,1	80 993,8	13 713,3
Autres programmes	2 281,8	1 186,7	1 095,1
Base de soutien logistique des Nations Unies, Brindisi (Italie)	–	–	–
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	8 741,6	8 741,6	–
Contributions du personnel	2 581,7	1 902,0	679,7
Total brut	**189 190,2**	**164 106,0**	**25 084,2**

Catégorie de dépenses	*Montants répartis*	*Dépenses*[a]	*Écart*
Recettes provenant des contributions du personnel	(2 581,7)	(1 902,0)	(679,7)
Total net	**186 608,5**	**162 204,0**	**24 404,5**
Contributions volontaires en nature budgétisées	–	–	–
Contributions volontaires en nature non budgétisées	–	–	–
Total des ressources	**189 190,2**	**164 106,0**	**25 084,2**

[a] Dont un montant de 94 597 000 dollars correspondant à des engagements non réglés.

Tableau 3
Personnel militaire et civil : effectifs autorisés, postes pourvus et pourcentage de postes vacants pendant la période du 31 juillet 2000 au 30 juin 2001

Catégorie de personnel	*Effectifs autorisés*	*Effectifs déployés (moyenne)*	*Pourcentage de postes vacants*
Observateurs militaires	220	143	35
Contingents	3 980	1 858	53
Police civile	–	–	–
Personnel international	282	123	39
Administrateurs recrutés sur le plan national	–	–	–
Personnel local	322	88	63
Volontaires des Nations Unies	15	1	93

IV. Application de l'article IV du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies

13. Dans un rapport présenté à l'Assemblée générale à sa trente-troisième session (A/C.5/33/45) sur le Fonds d'urgence des Nations Unies et la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FUNU/FNUOD), le Secrétaire général avait notamment indiqué que les sommes dues aux gouvernements qui fournissent des contingents ne pouvaient toutes être réglées dans le délai prévu à l'article 4.3 du Règlement financier. Ce type de situation continue d'exister dans le cadre des opérations de maintien de la paix. En conséquence, l'Assemblée générale a, au fil des ans, adopté des arrangements spéciaux en vertu desquels les crédits nécessaires pour régler les sommes dues aux États qui fournissent des contingents et/ou un appui logistique à la mission restent utilisables au-delà de la période prévue par les articles 4.3 et 4.4 du Règlement financier.

14. Dans le cas de la MINUEE, comme dans ceux de la FUNU/FNUOD et d'autres missions de maintien de la paix plus récentes, dont la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL), des montants sont actuellement engagés qui seront nécessaires pour régler les demandes de remboursement des États (au titre des

indemnisations en cas de décès ou d'invalidité, du matériel appartenant aux contingents et du soutien autonome) qui n'ont pas encore été présentées.

15. Il est donc proposé d'appliquer à la MINUEE des arrangements spéciaux concernant l'article IV du Règlement financier analogues à ceux qui sont prévus à l'annexe de la résolution 55/251B de l'Assemblée générale, en date du 14 juin 2001, relative à la MINUSIL :

a) À l'expiration de la période de 12 mois prévue à l'article 4.3 du Règlement financier, tout engagement non liquidé de l'exercice considéré concernant des marchandises livrées et des services fournis par des gouvernements, pour lesquels une demande de remboursement a été présentée ou un taux de remboursement a été établi, sera comptabilisé comme somme à payer, cette somme à payer demeurant comptabilisée comme telle au Compte spécial de la MINUEE jusqu'à ce que le paiement ait été effectué;

b) Tous autres engagements non liquidés de l'exercice en question, contractés envers des gouvernements, qui concernent des marchandises livrées et des services fournis, ainsi que tous autres engagements contractés envers des gouvernements, qui n'ont pas encore donné lieu à la présentation des demandes de remboursement requises, demeureront valables pour une période supplémentaire de quatre ans suivant la période de 12 mois prévue à l'article 4.3 du Règlement financier;

c) Les montants correspondant aux demandes de remboursement reçues pendant cette période de quatre ans seront comptabilisés, selon qu'il conviendra, comme prévu à l'alinéa a) ci-dessus;

d) À l'expiration de la période supplémentaire de quatre ans, tout engagement non liquidé sera annulé et le solde de tous crédits conservés à cette fin sera annulé.

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre à sa cinquante-sixième session

16. **En ce qui concerne le financement de la MINUEE, l'Assemblée générale est appelée à :**

a) **Décider de l'affectation du solde inutilisé d'un montant brut de 25 084 200 dollars (montant net : 24 404 500 dollars) pour la période du 31 juillet 2000 au 30 juin 2001;**

b) **Se prononcer sur l'affectation des autres recettes d'un montant total de 858 000 dollars, pour la période du 31 juillet 2000 au 30 juin 2001, correspondant aux revenus des placements (765 000 dollars) et à des recettes diverses/accessoires (93 000 dollars).**

c) **Décider d'appliquer à la MINUEE les arrangements spéciaux concernant l'article IV du Règlement financier, tels qu'énoncés en détail au paragraphe 15 ci-dessus.**

Annexe I

Exécution du budget pour la période du 31 juillet 2000 au 30 juin 2001 : tableau récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Catégorie de dépenses	*(1)* *Montants répartis*[a]	*(2)* *Dépenses non renouvelables*	**(3) Montant total des dépenses (y compris les dépenses non renouvelables)**	*(4) = (1 ! 3)* *Écart*
I.	**Personnel militaire**				
	1. Observateurs militaires	6 167,7	464,9	**4 782,5**	1 385,2
	2. Contingents	41 128,4	3 167,1	**37 177,9**	3 950,5
	3. Autres dépenses afférentes au personnel militaire				
	a) Matériel appartenant aux contingents	9 437,5	–	**9 437,5**	–
	b) Soutien autonome	6 254,1	–	**6 254,1**	–
	c) Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	1 200,8	–	**1 200,8**	–
	Total partiel, rubrique 3	**16 892,4**	**–**	**16 892,4**	**–**
	Total, catégorie I	**64 188,5**	**3 632,0**	**58 852,8**	**5 335,7**
II.	**Personnel civil**				
	1. Police civile	–	–	**–**	–
	2. Personnel international et personnel local	16 460,0	81,2	**12 347,0**	4 113,0
	3. Volontaires des Nations Unies	229,5	18,5	**82,1**	147,4
	4. Personnel fourni par des gouvernements	–	–	**–**	–
	5. Observateurs électoraux civils	–	–	**–**	–
	Total, catégorie II	**16 689,5**	**99,7**	**12 429,1**	**4 260,4**
III.	**Dépenses opérationnelles**				
	1. Locaux/hébergement	10 955,5	8 284,6	**10 285,2**	670,3
	2. Remise en état des infrastructures	220,0	132,9	**132,9**	87,1
	3. Transports	14 046,9	10 635,9	**12 575,9**	1 471,0
	4. Opérations aériennes	22 665,7	1 235,5	**19 469,9**	3 195,8
	5. Opérations navales	–	–	**–**	–
	6. Transmissions	17 567,9	12 523,6	**14 914,3**	2 653,6
	7. Matériel divers	10 279,1	9 097,6	**9 320,9**	958,2
	8. Fournitures et services	4 969,0	422,4	**3 631,2**	1 337,8
	9. Fret aérien et de surface				
	a) Transport du matériel appartenant aux contingents	11 175,0	9 500,6	**9 500,6**	1 674,4

	Catégorie de dépenses	*(1)* *Montants répartis*[a]	*(2)* *Dépenses non renouvelables*	**(3)** **Montant total des dépenses (y compris les dépenses non renouvelables)**	*(4) = (1 ! 3)* *Écart*
	b) Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées	2 828,0	704,3	**1 162,9**	1 665,1
	Total partiel, rubrique 9	**14 003,0**	**10 204,9**	**10 663,5**	**3 339,5**
	Total, catégorie III	**94 707,1**	**52 537,3**	**80 993,8**	**13 713,3**
IV.	**Autres programmes**				
	1. Fournitures et services liés aux élections	–	–	**–**	–
	2. Programmes d'information	435,4	114,0	**271,6**	163,8
	3. Programmes de formation	136,9	–	**67,6**	69,3
	4. Programmes de déminage	1 009,5	172,5	**718,2**	291,3
	5. Aide au désarmement et à la démobilisation	–	–	**–**	–
	6. Projets à impact rapide	700,0	129,3	**129,3**	570,7
	Total, catégorie IV	**2 281,8**	**415,8**	**1 186,7**	**1 095,1**
V.	**Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)**	–	–	**–**	–
VI.	**Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix**	8 741,6	–	**8 741,6**	–
VII.	**Contributions du personnel**	2 581,7	–	**902,0**	679,7
	Total brut, catégories I à VII	**189 190,2**	**56 684,7**	**164 106,0**	**25 084,2**
VIII.	**Recettes provenant des contributions du personnel**	**(2 581,7)**	**–**	**(1 902,0)**	**(679,7)**
	Total net, catégories I à VIII	**186 608,5**	**56 684,7**	**162 204,0**	**24 404,5**
IX.	**Contributions volontaires en nature budgétisées**	–	–	**–**	–
X.	**Contributions volontaires en nature non budgétisées**	–	–	**–**	–
	Total des ressources	**189 190,2**	**56 684,7**	**164 106,0**	**25 084,2**
XI.	**Recettes/ajustements divers**				
	Revenus des placements				765,0
	Recettes diverses/accessoires				93,0
	Contributions volontaires en espèces				–
	Ajustements sur exercices antérieurs				–
	Économies réalisées au titre d'engagements d'exercices antérieurs ou annulation d'engagement de cette nature				–
	Total, catégorie XI				**858,0**

[a] Sur la base des crédits ouverts par l'Assemblée générale dans ses résolutions 55/237 et 55/252 A.

Annexe II

Renseignements complémentaires sur les principaux écarts

Personnel militaire

Montant réparti : 64 188 500 dollars; dépenses : 58 852 800 dollars; écart : 5 335 700 dollars

1. Le solde inutilisé de 5 335 700 dollars à cette rubrique s'explique par le fait que les dépenses au titre des observateurs militaires et des contingents ont été moins élevées que prévu. Les autres ressources prévues au titre du personnel militaire, correspondant aux sommes à rembourser aux pays fournissant des contingents pour l'utilisation du matériel appartenant à ceux-ci en vertu de contrats de location avec services et au titre du soutien autonome, ont été pleinement engagées.

Observateurs militaires

Montant réparti : 6 167 700 dollars; dépenses : 4 782 500 dollars; écart : 1 385 200 dollars

2. Le solde inutilisé de 1 385 200 dollars à cette rubrique s'explique principalement par le retard accusé dans le déploiement des observateurs militaires au cours des 11 mois considérés et par la réduction, à compter du 1er mai 2001, de l'indemnité de subsistance (missions), qui est passée de 95 dollars pour l'Érythrée et 80 dollars pour l'Éthiopie à 80 dollars pour toute la zone de la mission. En outre, le montant moyen des frais de voyage par observateur a été inférieur aux prévisions. Les économies ainsi réalisées ont été en partie contrebalancées par des dépenses supplémentaires au titre de l'indemnité d'habillement et d'équipement.

Contingents

Montant réparti : 41 128 400 dollars; dépenses : 37 177 900 dollars; écart : 3 950 500 dollars

3. Le solde inutilisé de 3 950 500 dollars à cette rubrique s'explique principalement par la réduction des dépenses effectives au titre des rations imputable au retard accusé dans le déploiement des contingents et au fait que le nombre de soldats déployés a été inférieur aux prévisions (1 559 700 dollars), ainsi que par les économies réalisées à la rubrique Déploiement, relève et rapatriement (1 553 100 dollars). Les contingents de trois pays qui ont été rapatriés ont été remplacés par ceux de deux pays, d'où des économies au titre de l'affrètement d'avions.

Personnel civil

Montant réparti : 16 689 500 dollars; dépenses : 12 429 100 dollars; écart : 4 260 400 dollars

4. Le solde inutilisé de 4 260 400 dollars à cette rubrique s'explique principalement par la réduction des dépenses au titre du personnel international et

du personnel local (4 113 000 dollars) et des Volontaires des Nations Unies (147 400 dollars).

Personnel international et personnel local

Montant réparti : 16 460 000 dollars; dépenses : 12 347 000 dollars; écart : 4 113 000 dollars

5. Le solde inutilisé de 4 113 000 dollars s'explique principalement par la baisse des dépenses au titre du personnel international et du personnel local, imputable au retard dans le déploiement du personnel. Le taux de vacance de postes moyen effectif pour le personnel international au cours de la période considérée a été de 39 %, contre 10 % prévus au budget. Les traitements du personnel local ont été calculés sur la base de l'échelon IV de la classe G-4 du barème des traitements applicable dans la zone de la mission, compte tenu d'un taux de vacance de postes de 10 %. Le taux de vacance de postes moyen effectif pour le personnel local au cours de la période considérée a été de 63 %, en raison du manque d'agents locaux qualifiés. Les soldes inutilisés au titre des traitements du personnel international (944 100 dollars) et des dépenses communes de personnel (2 618 800 dollars) s'expliquent par le fait que la classe des postes occupés était inférieure à celle prévue au budget et que la prime de risque a cessé d'être payée à Asmara à compter du 1er décembre 2000.

6. Les économies réalisées au titre des dépenses communes de personnel s'expliquent principalement par le fait que la prime de risque a cessé d'être payée à Asmara à partir du 1er décembre 2000 et que les agents locaux initialement recrutés (pour une durée moyenne de trois mois) l'ont été sur la base de contrats de louage de services.

7. Au cours de la période considérée, aucun membre du personnel de la MINUEE n'a été prêté à court terme à d'autres opérations, comme cela avait été le cas durant la première année d'opération.

Volontaires des Nations Unies

Montant réparti : 229 500 dollars; dépenses : 82 100 dollars; écart : 147 400 dollars

8. Le solde inutilisé de 147 400 dollars à cette rubrique tient au fait que le déploiement de Volontaires des Nations Unies a été différé en raison du retard avec lequel le mémorandum d'accord entre l'ONU et les Volontaires des Nations Unies a été signé à Bonn (Allemagne).

Dépenses opérationnelles

Montant réparti : 94 707 100 dollars; dépenses : 80 993 800 dollars; écart : 13 713 300 dollars

9. Le solde inutilisé de 13 713 300 dollars s'explique par les économies réalisées aux rubriques ci-après : Locaux/hébergement (670 300 dollars), Remise en état des infrastructures (87 100 dollars), Transports (1 471 000 dollars), Opérations aériennes (3 195 800 dollars), Transmissions (2 653 600 dollars), Matériel divers

(958 200 dollars), Fournitures et services (1 337 800 dollars), Fret aérien et de surface (3 339 500 dollars).

Locaux/hébergement

Montant réparti : 10 955 500 dollars; dépenses : 10 285 200 dollars; écart : 670 300 dollars

10. Le solde inutilisé de 670 300 dollars à cette rubrique s'explique essentiellement par la diminution des ressources nécessaires, pour les raisons ci-après : baisse du coût des services d'entretien, du fait que la plupart des locaux ont été rénovés; baisse des dépenses au titre de l'électricité et de la consommation de carburant destiné aux groupes électrogènes, en raison du recours accru au réseau électrique national relativement fiable; baisse des dépenses à la rubrique Construction de locaux/bâtiments préfabriqués, parce que la plus grande partie de ces bâtiments a été fournie par le Gouvernement danois, ce qui a éliminé les frais de transport, les bâtiments se trouvant déjà sur place au camp des officiers (anciennement connu sous le nom de « camp danois ».

11. La baisse des dépenses à cette rubrique a été en partie contrebalancée par un dépassement de 51 700 dollars à la rubrique Location de locaux, imputable à des dépenses non budgétisées supplémentaires liées à la mise en route de la Mission, et de 18 800 dollars à la rubrique Fournitures d'entretien, pour l'achat des fournitures destinées à la rénovation des locaux de la MINUEE et à la défense des périmètres.

Remise en état des infrastructures

Montant réparti : 220 000 dollars; dépenses : 132 900 dollars; écart : 87 100 dollars

12. Le solde inutilisé de 87 100 dollars à cette rubrique s'explique principalement par le faible montant des dépenses engagées au titre des services et matériaux nécessaires pour réparer les routes utilisées pour les opérations de la MINUEE. Les réparations de routes ont également pris du retard en raison du mauvais temps. Les économies réalisées ont été en partie contrebalancées par l'augmentation des dépenses au titre de la réparation et de l'agrandissement des pistes d'atterrissage, ainsi que de l'achat de lumières destinées aux plates-formes pour hélicoptères, afin de faciliter les atterrissages de nuit.

Transports

Montant réparti : 14 046 900 dollars; dépenses : 12 575 900 dollars; écart : 1 471 000 dollars

13. Le solde inutilisé de 1 471 000 dollars à cette rubrique s'explique principalement par les économies réalisées à la rubrique Matériel d'atelier, du fait qu'il a été acheté moins de matériel que prévu pour l'atelier de la MINUEE, dans la mesure où des entrepreneurs extérieurs ont été chargés des plus grosses réparations, en cas de panne ou d'accidents. La reconfiguration des besoins en ce qui concerne le parc de véhicules de la Mission et le fait que le coût de certains véhicules a été inférieur aux coûts standard ont également contribué aux économies à cette rubrique. Des ressources avaient été prévues pour l'achat de 290 véhicules neufs. Au total, 296 véhicules ont été achetés, au cours de la période considérée. Compte tenu des besoins opérationnels, cependant, l'achat d'un véhicule spécial et de deux

véhicules destinés aux aéroports n'a plus été jugé nécessaire et il a été acheté moins de véhicules blindés résistant aux mines (16), d'où les économies à la rubrique Achat de véhicules, en dépit de l'achat de deux autopompes. Il a également fallu moins de ressources pour les pièces de rechange, les réparations et l'entretien.

14. Les véhicules appartenant à l'ONU ont été livrés plus tôt que prévu, ce qui a entraîné une baisse des dépenses au titre de la location de véhicules.

15. En outre, la réduction du nombre de véhicules s'est traduite par un solde inutilisé à la rubrique Carburants et lubrifiants, suite à la baisse de la consommation de carburant.

Opérations aériennes

Montant réparti : 22 665 700 dollars; dépenses : 19 469 900 dollars, écart : 3 195 800 dollars

16. Le solde inutilisé de 3 195 800 dollars, réparti entre les rubriques Hélicoptères (1 237 700 dollars), Avions (1 948 500 dollars) et Indemnité de subsistance des équipages (127 000 dollars), est contrebalancé par un dépassement de 117 300 dollars au titre des Autres opérations aériennes, résultant principalement du retard avec lequel des hélicoptères ont été déployés dans la zone de la mission. Le budget avait été établi sur la base de la location de 7 hélicoptères de manoeuvre moyens et de 2 hélicoptères d'observation et de patrouille légers et d'un avion-cargo lourd, de 4 avions de transport de passagers et de marchandises moyens et de 4 avions de transport de passagers légers. Toutefois, du fait qu'un hélicoptère de manoeuvre moyen (AS-330 Puma) a été déployé avec du retard et n'a effectué aucune heure de vol, que les hélicoptères Hughes 500 ont effectué moins d'heures de vol que prévu, et que deux avions (G-222 et P-166) ont été fournis sur la base de lettres d'attribution, des économies ont été réalisées à la rubrique Location/affrètement.

17. Les dépenses au titre des carburants et lubrifiants ont été moins élevées que prévu du fait que les hélicoptères et les avions de la MINUEE ont effectué moins d'heures de vol que prévu.

18. Le solde inutilisé à la rubrique Indemnité de subsistance des équipages résulte du fait que le montant de cette indemnité a été ramené de 111 à 66 dollars par personne et par jour. Le dépassement enregistré au titre des droits d'atterrissage et frais de manutention au sol s'explique par le fait que les transports aériens à la MINUEE ont commencé dès août 2000 et se sont poursuivis pendant toute la période de 11 mois.

Transmissions

Montant réparti : 17 567 900 dollars; dépenses : 14 914 300 dollars; écart : 2 653 600 dollars

19. Le solde inutilisé de 2 653 600 dollars s'explique principalement par la réduction des ressources prévues au titre du matériel de transmissions, en particulier pour l'achat de 347 systèmes mobiles de localisation des avions et de deux systèmes cellulaires monostation, pour lesquels des montants de 867 500 dollars et de 600 000 dollars, respectivement, avaient été inscrits au budget. Après réévaluation, les systèmes mobiles de localisation des avions n'ont pas été jugés rentables, et n'ont donc pas été achetés, non plus que les deux systèmes cellulaires monostation, la

qualité des systèmes GSM disponibles commercialement s'étant avérée fiable et le service efficace. Des économies ont aussi été réalisées au titre du fret, du fait que le matériel de transmissions provenant de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi a été transporté par avion et par navires commerciaux.

20. Les économies susmentionnées ont été en partie contrebalancées par une augmentation des dépenses destinées à l'achat de matériel d'atelier et d'essai supplémentaire pour les ateliers dans les trois postes de commandement de secteur.

Matériel divers

Montant réparti : 10 279 100 dollars; dépenses : 9 320 900 dollars; écart : 958 200 dollars

21. Le solde inutilisé de 958 200 dollars à cette rubrique est imputable à divers facteurs : a) réduction des achats de matériel de bureau, car il était jugé plus rentable de louer ce matériel dans la mesure où les contrats de location comprenaient les services d'entretien, les réparations, la fourniture de pièces de rechange et de fournitures, ainsi que le remplacement du matériel endommagé ou ne fonctionnant pas; b) réduction des frais de transport du matériel informatique qui a été expédié de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi par voie aérienne ou maritime, les dépenses correspondantes étant inscrites aux rubriques Opérations aériennes et Camionnage par les soins d'entreprises privées; c) réduction des achats de matériel d'observation destiné aux observateurs militaires effectuant des patrouilles sur le terrain; d) modification des besoins opérationnels concernant l'équipement d'une unité médicale à Asmara seulement, entraînant une réduction des ressources nécessaires au titre du matériel médical et dentaire; e) annulation des ressources prévues pour l'achat de conteneurs frigorifiques, dans la mesure où les pays qui fournissent des contingents au titre du soutien autonome doivent assurer eux-mêmes la conservation de leurs rations fraîches; f) réduction des besoins au titre des pièces de rechange et de l'entretien du fait que la plus grande partie du matériel était neuf; g) baisse du coût unitaire des portiques détecteurs de métal (60 % de moins) et des appareils de détection par rayons X (75 % de moins), et réduction du nombre de portiques détecteurs suite à l'utilisation de détecteurs manuels.

22. Ces économies ont été contrebalancées par l'augmentation des dépenses aux rubriques Mobilier de bureau, Citernes à essence et débitmètres, Citernes à eau et fosses septiques, Matériel d'hébergement, Matériel divers et Matériel d'épuration de l'eau.

Fournitures et services

Montant réparti : 4 969 000 dollars; dépenses : 3 631 200 dollars; écart : 1 337 800 dollars

23. Le solde inutilisé à cette rubrique résulte de la réduction des dépenses au titre des services divers (1 387 900 dollars), qui a été en partie contrebalancée par une augmentation au titre des fournitures diverses.

24. Le solde inutilisé de 1 387 900 dollars au titre des services divers s'explique principalement par la baisse des dépenses relatives aux services contractuels. Compte tenu du déploiement continu de personnel civil et militaire et de l'installation continue de locaux destinés à la MINUEE, le recours à des services contractuels de nettoyage, d'enlèvement des ordures, de vidange et d'entreposage a

été différé, ce qui a entraîné des économies considérables à cette rubrique. En attendant, la Mission a fait appel à des travailleurs occasionnels pour assurer les services nécessaires jusqu'à son installation dans ses locaux permanents. D'autres économies résultent du fait que le personnel contractuel recruté pour la mise en place du système de télécommunications et le soutien informatique a été moins nombreux que prévu (15 techniciens au lieu de 35 prévus au budget).

25. Le dépassement enregistré à la rubrique Fournitures diverses s'explique par un certain nombre de facteurs : a) plusieurs contingents étant venus sans matériel de bureau, il a fallu leur procurer les articles de papeterie et fournitures de bureau nécessaires. Comme des ressources avaient été prévues à cet effet pour un moins grand nombre de mois-personne, il a fallu acheter les articles en question sur la base d'un contrat-cadre à un fournisseur en Italie, ce qui a entraîné une augmentation des dépenses au titre du fret. Par ailleurs, la Mission a assuré elle-même la reproduction d'un plus grand nombre de manuels et d'instructions sur papier recyclé ainsi que des documents destinés aux programmes de formation, en particulier sur le VIH/sida et la prise en compte des sexospécificités; b) des dépenses plus élevées ont été engagées à la rubrique Fournitures sanitaires et articles de nettoyage parce que les contingents n'ont pas apporté leur propre matériel d'hébergement et de restauration et que la MINUEE a utilisé un très grand nombre de locaux situés dans des secteurs différents aux alentours d'Asmara; c) les contingents ont eu besoin de plus de bouteilles de butane et de kérosène que prévu et il a fallu acheter des accessoires (cartes vierges, chaînes et pinces) pour permettre à la MINUEE d'établir des cartes d'identité pour tous les membres du personnel civil, observateurs militaires, membres des contingents et entrepreneurs.

Fret aérien et de surface

Montant réparti : 14 003 000 dollars; dépenses : 10 663 500 dollars; écart : 3 339 500 dollars

26. Le solde inutilisé de 3 339 500 dollars à cette rubrique s'explique par la baisse des dépenses au titre du transport du matériel appartenant aux contingents, du fait que ceux-ci en ont déployé et rapatrié un volume moins important et que, pour les contingents se trouvant dans le secteur est (Assab), les frais de transport ont été moins élevés que prévu car ce secteur disposait d'un aéroport et d'un port appropriés, ce qui a facilité les transports par air et par mer; en outre, les services de préparation du matériel à rapatrier avant son chargement ont coûté moins cher que prévu. Les économies à la rubrique Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées résultent du fait qu'il n'a pas été nécessaire d'affréter d'avions pour le transport de matériel de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi à la MINUEE, celle-ci ayant utilisé l'appareil IL-76 de l'ONU, et inscrit les dépenses correspondantes à la rubrique Opérations aériennes (heures de base).

Autres programmes

Montant réparti : 2 281 800 dollars; dépenses : 1 186 700 dollars; écart : 1 095 100 dollars

27. Le solde inutilisé de 1 095 100 dollars à cette rubrique se répartit comme suit : 163 800 dollars au titre des programmes d'information, 69 300 dollars au titre des programmes de formation, 291 300 dollars au titre des programmes de déminage et 570 700 dollars au titre des projets à impact rapide.

Programmes d'information

Montant réparti : 435 400 dollars; dépenses : 271 600 dollars; écart : 163 800 dollars

28. Le solde inutilisé de 163 800 dollars à cette rubrique s'explique par le retard avec lequel le personnel militaire et le personnel civil du service de l'information de la Mission ont été déployés et par le fait que le coût du matériel et fournitures qui ont été achetés, le coût des services contractuels et les coûts de production des programmes d'information ont été moins élevés que prévu.

Programmes de formation

Montant réparti : 136 900 dollars; dépenses : 67 600 dollars; écart : 69 300 dollars

29. Le montant prévu à cette rubrique devait couvrir les frais de stage relatifs aux programmes de formation destinés au personnel administratif et technique de la Mission (finances, 2 personnes; achats, 2 personnes; informatique, 4 personnes), ainsi que le coût de la formation d'introduction à la Mission organisée à l'intention des observateurs militaires et dispensée par une équipe de 10 spécialistes militaires. Au cours de la période considérée, 10 membres de la MINUEE ont bénéficié d'une formation, ainsi qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessous. Les économies réalisées à cette rubrique résultent du fait que c'est du personnel de l'ONU qui a été utilisé pour la formation d'introduction à la Mission du personnel militaire, si bien qu'il a suffi de couvrir les frais de voyage et le coût de l'indemnité journalière de subsistance. Des économies supplémentaires ont été réalisées du fait que les programmes de formation de personnel dans le domaine des finances n'ont pas entraîné de frais de voyage et que dans le cas des programmes de formation aux achats et de formation militaire, les frais ont été moins élevés que prévu. Ces économies ont été contrebalancées par des dépenses supplémentaires au titre des frais de voyage et des frais de stage relatifs à la formation technique dans le domaine des communications et de l'informatique.

Description de la formation	*Dépenses (dollars É.-U.)*	*Nombre de participants*	*Lieu*
Communications	12 600	2	Brindisi
Communications – RNIS/MD-110	8 700	1	Brindisi
Services d'appui informatique – cours de formation technique – Reality	6 600	1	Brindisi
Services d'appui informatique – cours de formation technique – Windows 2000	7 200	1	Brindisi
Atelier (achats)	4 700	1	Nicosie
Services d'appui informatique – cours de formation technique – systèmes CISCO	8 500	1	Brindisi
Entretien et atelier pour camions Renault	6 500	1	Lyon
Réunion de planification et atelier de gestion (Technologies de l'information)	10 800	2	Brindisi
Total	**67 600**	**10**	

Programmes de déminage

Montant réparti : 1 009 500 dollars; dépenses : 718 200 dollars; écart : 291 300 dollars

30. Les ressources prévues au budget pour les activités du Centre de coordination de l'action antimines n'ont pas été utilisées au cours de la période considérée, principalement en raison des retards survenus dans l'achat de matériel de déminage et de sécurité, et parce qu'aucune dépense n'a été engagée pour l'impression de manuels et de brochures. Cette tâche a par la suite été confiée à l'UNOPS, qui a produit les publications requises. En outre, le nombre de manuels et de brochures commandés a été moins élevé que prévu en raison du déploiement tardif du personnel militaire et civil.

Projets à impact rapide

Montant réparti : 700 000 dollars; dépenses : 129 300 dollars; écart : 570 700 dollars

31. Le montant de 700 000 dollars prévu au titre des projets à impact rapide devait permettre de rétablir ou d'améliorer les infrastructures de base dans la zone des hostilités, notamment les écoles, les hôpitaux et d'autres infrastructures communautaires et municipales, qui avaient été gravement endommagées. Les économies de 570 700 dollars réalisées à cette rubrique résultent des retards survenus dans l'établissement de la zone de sécurité temporaire et l'identification des projets, qui devaient principalement être exécutés dans cette zone et aux alentours. On trouvera dans le tableau ci-après des détails concernant les projets exécutés au cours de la période considérée.

Titre du projet	*Lieu*	*Agent d'exécution*	*Montant (dollars É.-U.)*
Construction de deux salles de classe	Arae	ADCS (Secrétariat du diocèse d'Adigrat)	13 860
Achat de pupitres pour les élèves	Adi Keyh	Adi Kyh Sub Zoba Administration	7 350
Remplacement du matériel pédagogique et sportif de l'Union nationale de la jeunesse érythréenne et de la maison de jeunes	Tessenay	CARE	7 500
Réparation du réseau électrique	Rama	Municipalité de Rama	4 750
Construction de latrines à l'école primaire de Salim	Assab	Administration régionale du secteur sud de la province de la mer Rouge	14 870
Construction d'une clinique	Tessenay	CARE	15 000
Construction de toilettes à l'école	Feredashum	ADCS (Secrétariat du diocèse d'Adigrat)	1 800
Réparation du système d'approvisionnement en eau	Rama	Municipalité de Rama	12 700
Approvisionnement en eau par camions-citernes	Bure	Municipalité de Bure	5 000

Titre du projet	*Lieu*	*Agent d'exécution*	*Montant (dollars É.-U.)*
Approvisionnement en eau de villages isolés	Haiddile, Daro, Abe	ADCS (Secrétariat du diocèse d'Adigrat)	10 800
Projet d'adduction d'eau	Abo	Administration régionale du secteur sud de la province de la mer Rouge	5 900
Approvisionnement d'urgence en eau	Martha Tabia	REST (Société de secours de Tigre)	14 520
Réparation du système d'approvisionnement en eau	Kuna	Observateurs militaires des Nations Unies, entrepreneur local	250
Réparation d'une pompe	Kuna	Observateurs militaires des Nations Unies, entrepreneur local	100
Remise en état du réseau d'approvisionnement en eau	Bimbilna	Mani Tese	14 900
Total			**129 300**

Contributions du personnel

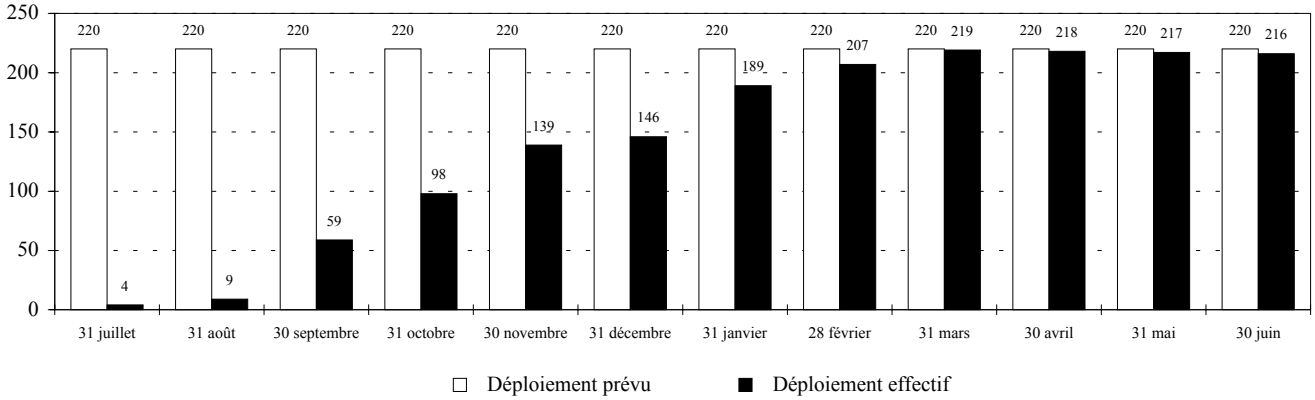
Montant réparti : 2 581 700 dollars; dépenses : 1 902 000 dollars; écart : 679 700 dollars

32. Le solde inutilisé de 679 700 dollars à cette rubrique s'explique principalement par le fait que les postes ont été occupés par du personnel à une classe inférieure à la classe autorisée et qu'au cours de la période considérée, le taux de vacance de postes a été plus élevé que prévu pour le personnel international et le personnel local.

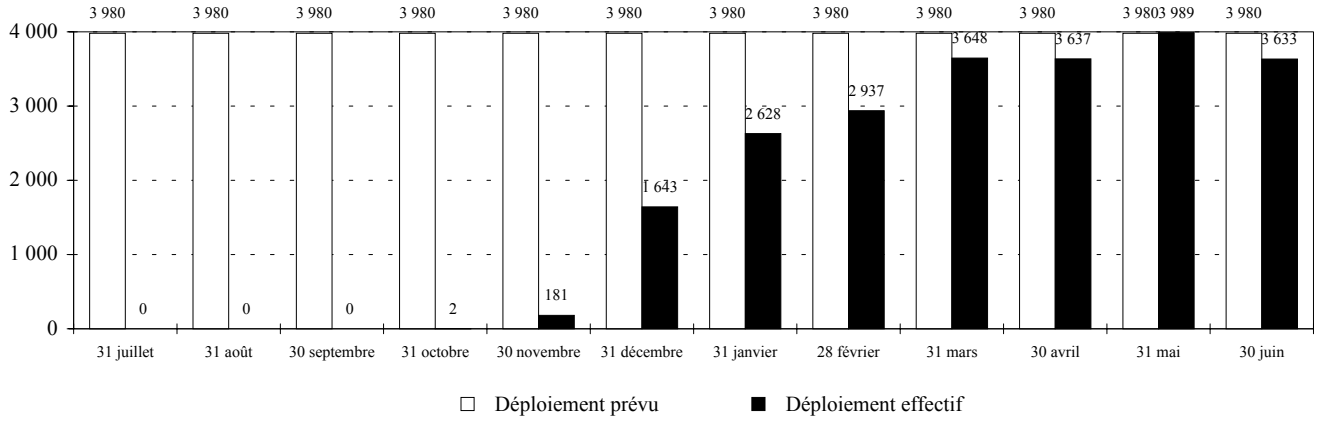
Annexe III

Déploiement prévu et déploiement effectif du personnel militaire et du personnel civil pour la période du 31 juillet 2000 au 30 juin 2001

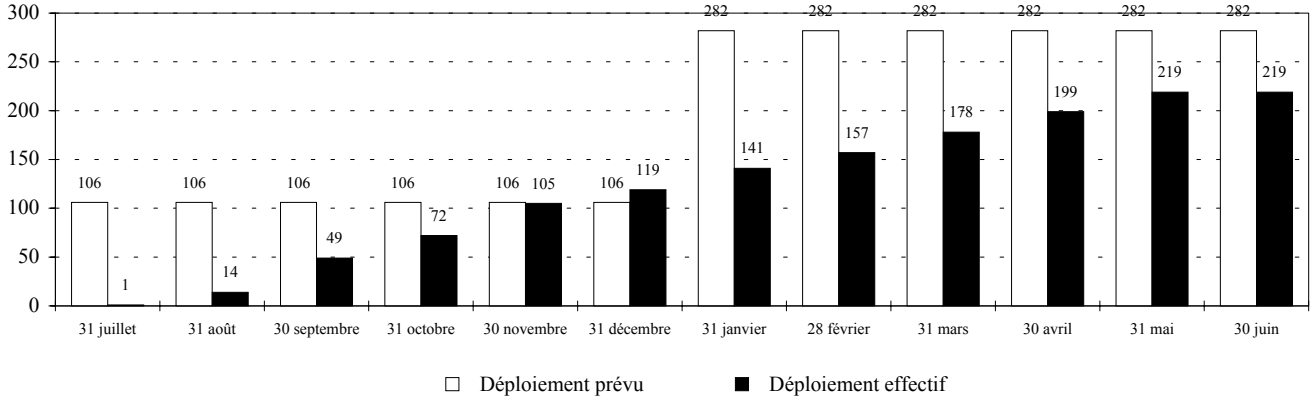
1. Observateurs militaires



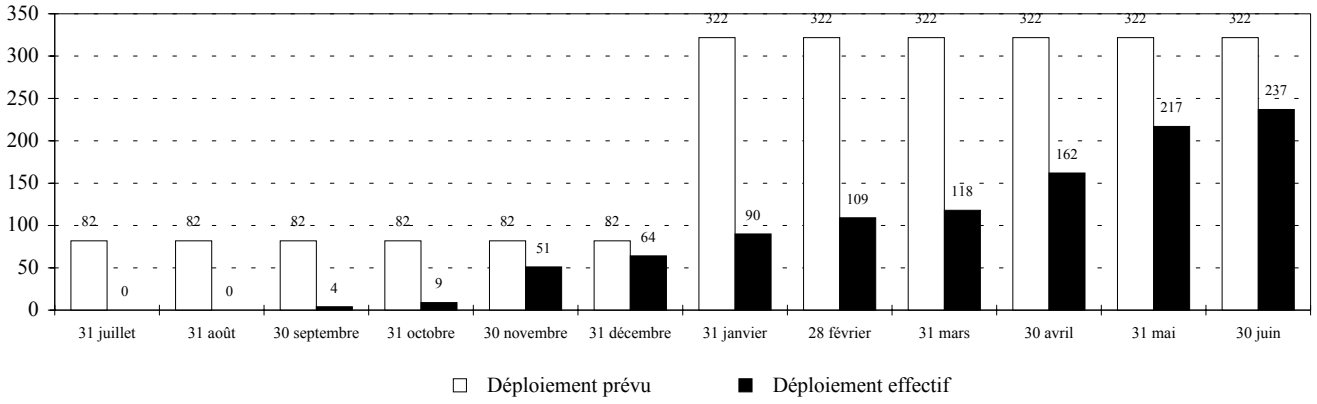
2. Contingents militaires



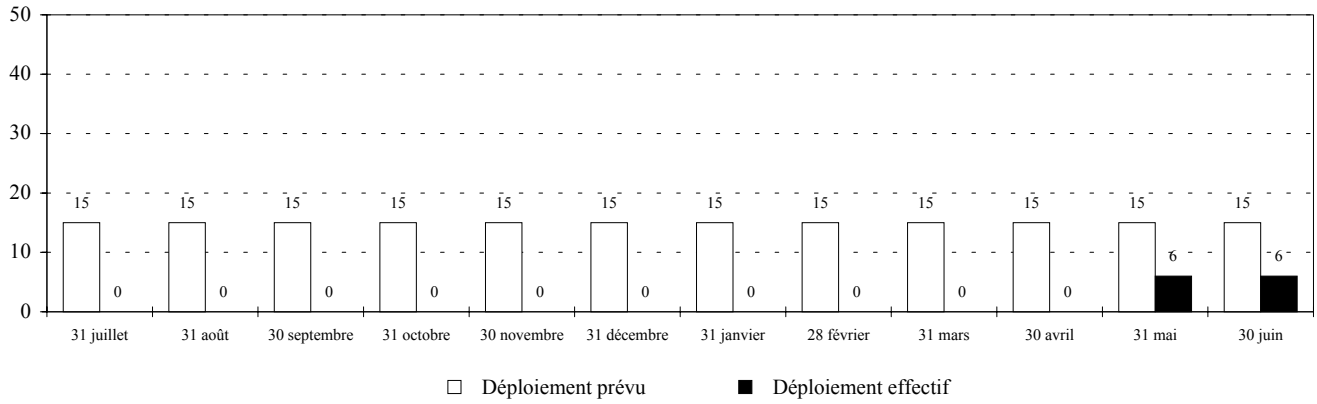
3. Personnel international

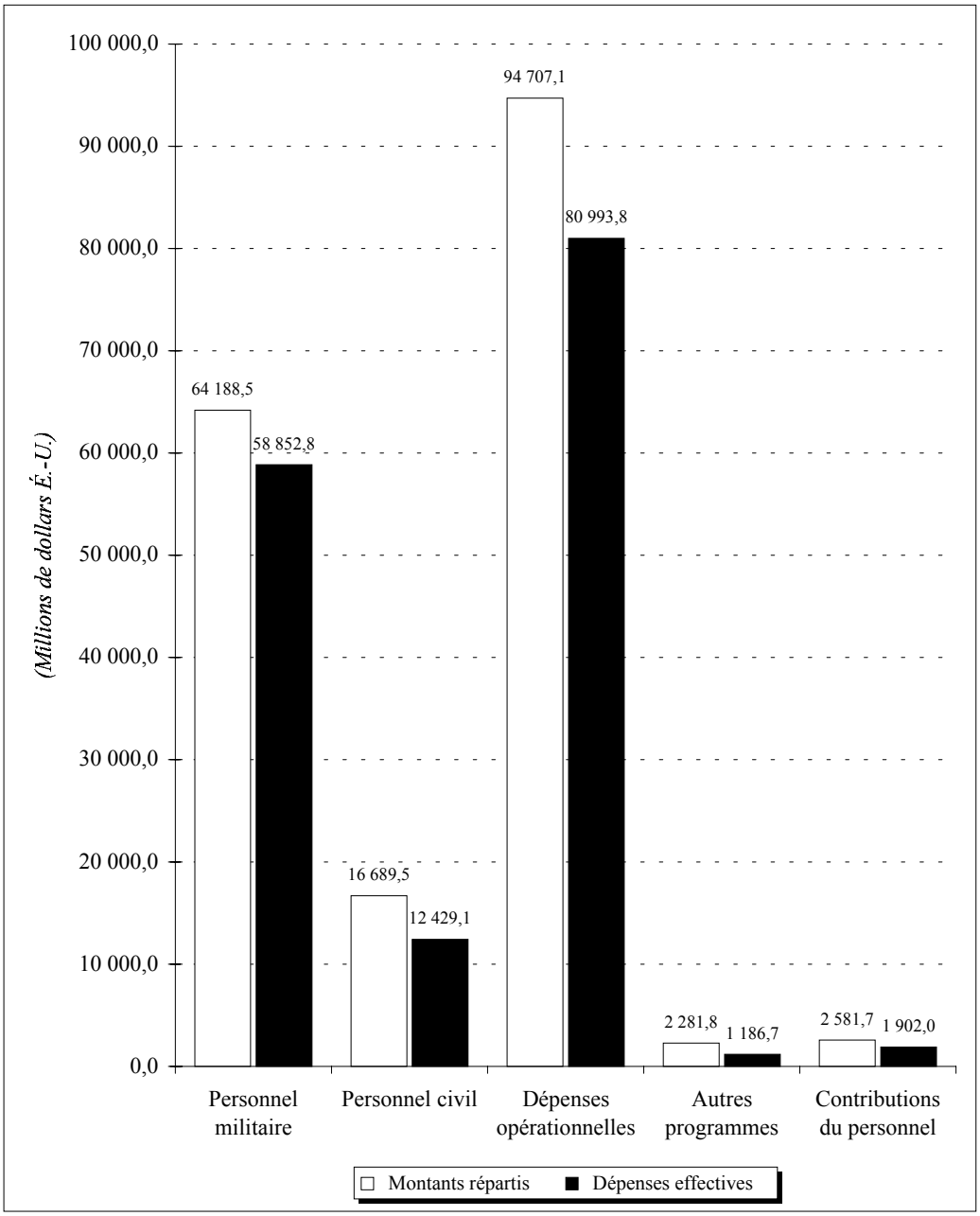


4. Personnel local



5. Volontaires des Nations Unies



Annexe IV

Montants répartis et dépenses pour la période du 31 juillet 2000 au 30 juin 2001